

BANQUE DE DÉVELOPPEMENT DU CONSEIL DE L'EUROPE

RÈGLEMENT INTÉRIEUR DU COMITÉ DE SURVEILLANCE

Révisé avril 2025

Article 1 – Compétences

1.1 Le Comité de surveillance exerce sa mission dans le cadre de l'article XII du Statut de la CEB et conduit ses audits dans le respect des normes d'audit généralement admises ainsi que des principes généraux fondés sur les critères de régularité, de légalité, d'économie, d'efficacité et d'efficience qui répondent aux règles financières et aux résolutions applicables aux activités de la CEB.

Le Comité, en tant qu'organe de contrôle indépendant des activités de la Banque, est fondé à examiner des projets spécifiques financés par la Banque, indépendamment des autres instances de contrôle. L'audit peut se faire par examen de documents dans les locaux de la Banque et/ou, dans certains cas exceptionnels et sous réserve de l'accord du Gouverneur, par des visites sur place. Sont notamment considérées comme cas exceptionnels les situations dans lesquelles il existe des indices de mauvaise gestion ou d'activités frauduleuses dans l'exécution d'un projet, susceptibles de nuire à la saine gestion financière de la Banque.

1.2 Le Comité, de même que ses membres, agit en toute indépendance et ne reçoit d'instruction de quiconque.

1.3 Le Bureau de l'Audit interne (AI), indépendant sur le plan opérationnel, est institué au sein de la Banque. La mission de l'AI est de fournir des services de vérification et de conseil indépendants et objectifs, en vue d'apporter une valeur ajoutée et améliorer les opérations de la Banque. L'activité de l'AI vise à évaluer et à renforcer, par une approche méthodique, l'efficacité des systèmes et des processus de gouvernance, de gestion des risques et de contrôle interne.

Les responsabilités de l'AI sont définies par une Charte de l'Audit interne approuvée par le Conseil d'administration conformément aux grands principes généraux énoncés ci-dessous.

Le/La Chef(fe) de l'Audit interne rend compte au Comité de surveillance sur le plan fonctionnel et au Gouverneur sur le plan administratif.

Le Comité de surveillance est consulté préalablement à la nomination, au remplacement, à la mutation ou à la révocation du/de la Chef(fe) de l'Audit interne.

Au moins une fois par an, le/la Chef(fe) de l'Audit interne soumet au Comité de surveillance, par l'intermédiaire du Gouverneur, un plan d'audit interne pour examen et approbation, ainsi qu'un rapport annuel d'activité.

1.4 Le Comité de surveillance doit pouvoir accéder régulièrement aux rapports périodiques sur les activités d'audit internes, notamment à la liste des audits internes qui ont été effectués, de ceux qui sont en cours et aux conclusions d'audits.

Le Comité doit également avoir un plein accès à tous les documents internes qu'il estime nécessaire d'examiner pour exécuter sa mission ou peut demander à consulter ces documents. De même, il peut s'entretenir avec tout membre du personnel de la Banque.

En outre, si le Comité de surveillance a des raisons de croire que les informations transmises à la Banque par un client ne sont pas suffisamment fiables, il en informe le Gouverneur, qui prendra les mesures nécessaires.

Enfin, en cas de toutes questions significatives, s'il le juge nécessaire, le Comité de surveillance en informe le Conseil d'administration sans délai.

1.5 Le Comité de surveillance peut faire appel à des experts externes lorsqu'il se trouve confronté, dans l'accomplissement de ses obligations statutaires, à un problème particulier pour lequel il a besoin de compétences techniques spécialisées qui ne sont pas réunies en son sein.

1.6 Le Comité de surveillance est consulté au titre de la procédure de nomination de l'auditeur externe et pour la définition du mandat de ce dernier. Le Comité est informé du plan annuel d'audit externe, au sujet duquel il est autorisé à formuler des recommandations par l'intermédiaire de la direction générale de la Banque.

1.7 Conformément aux résolutions adoptées, le Gouverneur informe le Comité de surveillance des appels à candidature pour la nomination de l'auditeur externe. Le Comité de surveillance soumet ensuite son avis au Conseil d'administration et au Conseil de direction, ainsi qu'au Gouverneur et au Secrétariat.

Article 2 – Composition

2.1 Le Comité de surveillance se compose de trois membres issu(e)s, par rotation, d'Etats membres de la CEB. Le mandat de chaque membre du Comité de surveillance couvre une période totale de trois ans.

2.2 Le système de rotation est conçu de telle sorte qu'il n'y ait qu'un(e) seul(e) membre sortant par an.

La durée du mandat du/de la membre sortant du Comité de surveillance expire le jour de l'approbation du rapport annuel et des comptes de la Banque, et l'entrée en fonction du/de la nouveau(elle) membre se fait le lendemain.

Le/La membre sortant(e) assistera aux réunions du Comité de surveillance en tant que conseiller(ère) jusqu'à la prochaine rotation de l'année suivante¹. Dans le cas où seul(e)s deux membres participent à une réunion, le/la conseiller(ère) siège automatiquement en qualité de troisième membre.

2.3 Les pays membres sont invités à présenter, pour nomination par le Conseil de direction, trois candidat(e)s ayant une expérience professionnelle significative dans le domaine de l'audit financier. Parmi ces candidat(e)s, le Conseil de direction choisit un(e) membre ordinaire et deux suppléant(e)s. Ni le/la membre ordinaire, ni le/la membre suppléant(e) de ce Comité de surveillance ne doivent être des membres, ordinaires ou suppléant(e)s, du Conseil de direction ou du Conseil d'administration.

Le/La suppléant(e) exercera automatiquement ses fonctions dans le cas où le/la membre ordinaire se trouve confronté(e) à une incapacité définitive de participer aux réunions de ce Comité.

2.4 Le Comité décide de sa propre organisation. A moins que le Comité n'en décide autrement, le/la membre le/la plus ancien(ne) dans la fonction préside les réunions et représente le Comité.

Article 3 – Remboursement des frais de déplacement

Les frais de déplacement des membres du Comité de surveillance leur sont remboursés. Ils/Elles perçoivent en outre une indemnité journalière basée sur les « Règles comptables pour les missions, les formations, les fournisseurs et les transactions en numéraire ».

Article 4 – Réunions

4.1 Le Comité de surveillance se réunit trois fois par an pour s'acquitter de ses fonctions. La réunion de printemps est consacrée à l'audit des comptes annuels et à l'établissement du rapport annuel qui doit être présenté aux organes de la CEB.

¹ Adopté par le Conseil de direction lors de sa 188e réunion (Paris, 28 mars 2008).

Ces deux réunions peuvent être complétées par d'autres réunions si le Comité le juge nécessaire pour s'acquitter de sa mission.

Les réunions se tiennent en principe au siège des services de gestion. Elles peuvent également se tenir au siège de la Banque, ou à tout autre lieu selon les circonstances. De plus, les réunions peuvent être organisées par visioconférence ou d'autres moyens électroniques ; si nécessaire, le Comité de surveillance prend les mesures, notamment procédurales, que requiert le bon déroulement de telles réunions.

4.2 Avant la réunion de printemps, le Comité de surveillance reçoit le projet définitif des états financiers et des rapports d'audit externe et interne, au plus tard dans la semaine précédant la date de la réunion.

4.3 En cas de divergences d'opinions entre les membres du Comité, les décisions sont prises à la majorité simple des trois membres présent(e)s à la réunion. Les opinions minoritaires doivent être mentionnées dans le rapport du Comité.

Le Comité peut décider de traiter une question par voie écrite s'il y a unanimité.

Un synopsis des réunions est établi par le Secrétariat du Comité de surveillance aux membres du Comité, pour leur usage exclusif. Un résumé des réunions, approuvé par les membres du Comité de surveillance, est transmis au Gouverneur.

4.4 Le secrétariat du Comité de surveillance est assuré par le Secrétariat de l'Accord partiel élargi sur la Banque de développement du Conseil de l'Europe. Il fournit toute l'assistance nécessaire à la conduite de l'audit, y compris une assistance juridique et une assistance dans les relations avec les autres organes de la Banque.

Article 5 – Langues

Le français et l'anglais sont les langues officielles du Comité de surveillance.